

CNCDP, Avis N° 20 - 02

Avis rendu le 14 mars 2020

Titres : - Principes : 2, 3, 6 - Articles : 7 ; 13 ; 17 ; 19 ; 20, 25.

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La demande émane du directeur d'un organisme de protection sociale. Il s'interroge sur le contenu de quatre attestations, rédigées par une psychologue à la demande d'un de ses salariés qu'elle suit en thérapie depuis moins de deux ans. Ce salarié a introduit un recours auprès du Tribunal de Grande Instance (TGI), dans le cadre d'une contestation de sa reprise du travail, décidée par le médecin-conseil dudit organisme.

Le salarié est en arrêt maladie depuis plusieurs mois et les attestations portent entre autres sur les raisons possibles de cet arrêt.

Le demandeur, se référant au code de l'ordre des médecins et à un précédent avis émis par la Commission, sur un cas qui lui paraît similaire, interroge la Commission sur le possible manque de prudence et de discernement de ces écrits. Selon le demandeur, ils établiraient un lien de causalité entre l'état de santé du salarié et ce que ce dernier vivait sur son lieu de travail.

Documents joints :

- Copies de quatre attestations numérotées rédigées par la psychologue.
- Copie de l'avis 18-07 de la CNCDP.

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements :

ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné.

Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Rédaction d'écrits par un psychologue dans le cadre d'un conflit entre un salarié et son employeur.

Rédaction d'écrits par un psychologue dans le cadre d'un conflit entre un salarié et son employeur.

Au préalable, afin de répondre aux interrogations du demandeur, la Commission rappelle que les psychologues sont invités à suivre les recommandations du code de déontologie des psychologues. En l'état actuel, la Commission n'a pas de compétences comparables à celles de l'ordre des médecins.

Il arrive que des patients demandent à leur psychologue de rédiger des attestations de suivi psychologique. Ces attestations se distinguent d'une expertise psychologique en ce qu'elles sont rédigées, le plus souvent, à la demande du patient, et non à la demande d'un tiers. Elles visent à rendre compte d'une situation, de la fréquence d'un suivi que celui continue ou pas dans le but que celles-ci soient reconnues. En ce sens, la rédaction d'attestations requiert la prudence du psychologue qui doit veiller à maintenir la confidentialité des consultations et le respect du secret professionnel, comme précisé dans l'article 7 du Code :

***Article 7 :** « Les obligations concernant le respect du secret professionnel s'imposent quel que soit le cadre d'exercice. »*

Ainsi, les intitulés des écrits du psychologue doivent pouvoir être clairement identifiables, comme stipulé à l'article 20 du Code :

***Article 20 :** « Les documents émanant d'un psychologue sont datés, portent son nom, son numéro ADELI, l'identification de sa fonction, ses coordonnées professionnelles, l'objet de son écrit et sa signature. Seul le psychologue auteur de ces documents est habilité à les modifier, les signer ou les annuler. Il refuse que ses comptes rendus soient transmis sans son accord explicite et fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »*

Ici, le contenu des documents portés à l'appréciation de la Commission, intitulés « Attestation sur l'état psychique de Monsieur XX », porte à confusion sur la nature de l'écrit. Il se présente comme une attestation de suivi psychologique tout en consignant des éléments qui le rapprochent d'un « compte-rendu » voire d'une expertise psychologique.

En acceptant de rédiger une attestation à la demande d'un patient, le psychologue engage sa responsabilité professionnelle comme précisé dans le Principe 3.

Principe 3 : Responsabilité et autonomie

« Outre ses responsabilités civiles et pénales, le psychologue a une responsabilité professionnelle. Dans le cadre de sa compétence professionnelle, le psychologue décide et répond personnellement du choix et de l'application des méthodes et techniques qu'il conçoit et met en œuvre et des avis qu'il formule. Il peut remplir différentes missions et fonctions : il est de sa responsabilité de les distinguer et de les faire distinguer. »

Il doit prendre en considération le devenir de cet écrit, et notamment qu'il puisse être transmis à un tiers. En ce sens, il veille à répondre à la demande du patient, en ne révélant que les éléments psychologiques strictement nécessaires, comme le rappellent le Principe 6 et l'article 17 du Code :

Principe 6 : Respect du but assigné

« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers. »

Article 17: *« Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. »*

En effet, lorsque le psychologue est conduit à recevoir une personne dans le cadre d'une psychothérapie individuelle, il a nécessairement connaissance d'éléments relatifs à l'intimité psychique, à la vie privée et professionnelle de cette dernière. Les propos de celle-ci sont constitués à la fois d'événements de sa vie et aussi de leur retentissement subjectif. À partir de l'ensemble de ces éléments, le psychologue émet des hypothèses sur le fonctionnement psychologique de son patient. Par conséquent, lorsque ce dernier lui demande de rédiger un écrit, le psychologue doit spécifier si cela émane de sa propre analyse ou des propos tenus par son patient, comme l'y invite l'article 13 :

Article 13 : *« Les avis du psychologue peuvent concerner des dossiers ou des situations qui lui sont rapportées. Son évaluation ne peut cependant porter que sur des personnes ou des situations qu'il a pu examiner lui-même. »*

Le psychologue est par ailleurs conscient des incidences que ses conclusions peuvent éventuellement avoir sur la personne elle-même, et aussi, du fait que ses conclusions demeurent relatives, comme le souligne l'article 25 du Code:

Article 25 : *« Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de*

conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes. »

Dans les attestations mises en cause ici par le demandeur, la psychologue affirme un lien de causalité entre l'état de santé de son patient et les difficultés vécues sur son lieu de travail. En s'appuyant, pour formuler son avis, sur les propos tenus par lui dans le cadre de la psychothérapie, elle pouvait émettre un avis sur l'origine des symptômes qu'elle a constatés. En observant la concomitance entre la dégradation de la santé psychique de son patient et la possible existence de conflits professionnels au sein de l'entreprise, elle ne pouvait cependant établir un lien direct de causalité. Néanmoins, il était de sa responsabilité de faire preuve de prudence et de discernement dans le contenu de son évaluation, comme le souligne le Principe 2.

Principe 2 : Compétence

« [...] Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il [le psychologue] fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Par ailleurs, dans de telles situations, le psychologue peut se référer à l'avis de collègues expérimentés, en particulier quand les propos tenus par la personne qui le consulte peuvent alarmer sur son état psychique ou sur son éventuelle mise en danger, comme le rappelle l'article 19 :

***Article 19 :** « Le psychologue ne peut se prévaloir de sa fonction pour cautionner un acte illégal et son titre ne le dispense pas des obligations de la loi commune. Dans le cas de situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité psychique ou physique de la personne qui le consulte ou à celle d'un tiers, le psychologue évalue avec discernement la conduite à tenir en tenant compte des dispositions légales en matière de secret professionnel et d'assistance à personne en péril. Le psychologue peut éclairer sa décision en prenant conseil auprès de collègues expérimentés. »*

Pour la CNCDP
La Présidente
Michèle GUIDETTI

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes

de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 20 - 02

Avis rendu le : 14 mars 2020

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis : - Principe : 2, 3, 6 - Articles : 7 ; 13 ; 17 ; 19 ; 20, 25

Indexation du résumé :

Type de demandeur :

Professionnel non psychologue TA Autre (directeur d'organisme)

Contexte de la demande :

Questions sur l'exercice d'un psychologue

Objet de la demande d'avis :

Écrits d'un psychologue TA Attestation

Indexation du contenu de l'avis:

Discernement

Écrit psychologique TA Identification des écrits professionnels

Reconnaissance de la dimension psychique des personnes

Respect du but assigné

Respect du secret professionnel

Responsabilité professionnelle